



Visite d'Eric WOERTH à l'Hôtel des Finances de Châteauroux : Les agents sont allés à la rencontre du ministre venu visiter le joli décor monté à son intention.

Mardi 17 février 2009 après-midi, Eric Woerth, ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique, passait à l'Hôtel des Finances de Châteauroux pour visiter les services les plus emblématiques de la DGFIP (l'accueil commun, la Trésorerie de Châteauroux-ville et les secteurs d'assiette, appelés à devenir le futur SIP).

La nouvelle n'a commencé à circuler discrètement que lundi matin mais des signes avant-coureurs (visite du préfet, déplacement des tables et photocopieurs encombrant le passage dans les secteurs, consignes données aux collègues de bien ranger leurs bureaux, arrachage de la vieille moquette de l'ascenseur, nettoyage des marches de l'HDF au karcher, etc...) laissaient deviner une visite officielle dans les locaux de l'HDF.

Le décor de théâtre une fois planté, les agents s'étaient vu attribuer des rôles de figurants : ils devaient ainsi attendre sagement le ministre dans leurs services, se lever tous à son arrivée, lui dire « bonjour, M. le ministre », etc... Pour toute rémunération, on les avait gratifiés d'un badge-collector, fabriqué exprès pour cette occasion et où figuraient leur nom et leur service (le Centre des Impôts, appelé à disparaître prochainement au profit du SIP).

Mais voilà, réunis la veille en Assemblée Générale Extraordinaire, les agents ont décidé de ne pas se cantonner au rôle qu'on leur avait assigné et ont souhaité accueillir eux-mêmes le ministre dans le hall de l'Hôtel des Finances.

Plus de 70 agents des différents services du bâtiment étaient donc présents dans le hall à 15 heures ; une motion intersyndicale faisant part des doléances des agents de la DGFIP (notamment, l'arrêt des suppressions d'emplois, l'affectation de moyens pour assurer une réelle qualité du service rendu à l'utilisateur, des mesures concrètes pour augmenter le pouvoir d'achat, ...), a été lue en présence du ministre et devant tous les agents présents. Juste après, les représentants du personnel ont été reçus dans la salle de réunion, où le ministre, reprenant les différents arguments avancés dans la motion intersyndicale, leur a fait un monologue d'une dizaine de minutes dont voici quelques morceaux choisis :

- au sujet de l'inquiétude des personnels face aux réformes qui s'empilent : « *de l'inquiétude, il y en a partout dans le monde (...); la situation n'est pas aussi noire que celle décrite* »
- sur la RGPP : « *une réduction douce des effectifs* »
- sur la mise en place de la DGFIP : « *on vit une bonne aventure, qui est bien pour nos concitoyens (...); les gens vont bien s'y retrouver* »
- en ce qui concerne le pouvoir d'achat, « *nous sommes dans une administration où nous sommes bien payés* »
- et, cerise sur le gâteau : « *Il y a de plus en plus de travail, il y aura de plus en plus d'expertise. Répondre aux usagers sur des textes de plus en plus compliqués, c'est un beau travail, c'est formidable* »... Bref, pour ceux qui ne le savaient pas encore, nous faisons sans doute le plus beau métier du monde !!!

Le ministre devant visiter la Trésorerie de Châteauroux-ville et les secteurs d'assiette, l'entrevue s'est poursuivie en présence de Philippe RAMBAL, numéro 2 de la DGFIP. Les représentants de chaque réseau (ex-CP et ex-DGI) lui ont fait part des doléances des agents :

- arrêt de la réduction drastique des emplois,
- problèmes du déploiement en parallèle d'applications non maîtrisées par les agents comme SPDC pour le cadastre, Téléactes ou encore HELIOS (pour le mandatement des dépenses) qui occasionne de sérieux retards dans de nombreux postes comptables,
- taille critique atteinte dans les petits postes dont la conséquence risque d'être leur fermeture à brève échéance,
- impression que tout est fait pour que les conditions de travail se dégradent de plus en plus,
- communication autour du service rendu à l'utilisateur, alors que, par le biais des fermetures de petits sites, les services s'éloignent de plus en plus de ce dernier,
- désir de reconnaissance de la part des agents qui subissent une perte de technicité, de repères, ainsi qu'une perte de pouvoir d'achat.

M. RAMBAL a répondu point par point à toutes ces questions sans, on s'en doute, nous apporter d'éléments nouveaux. Comme on pouvait malheureusement s'y attendre, nous avons eu droit aux réponses traditionnelles made in DGFIP, comme quoi « il y a du dialogue » (définition : « on peut être d'accord ou pas d'accord » (!)... encore heureux !!!), « la mise en place de pôles n'est pas incompatible avec l'existence d'un service de proximité qui est là pour orienter, rassurer » (ayez confiance ? ? ?), « en termes de pouvoir d'achat, on veille à ce qu'il n'y ait pas d'injustice, les agents d'un même grade étant appelés à avoir la même rémunération », etc... En résumé, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes.

De son côté, le ministre n'a pas jugé bon de s'entretenir avec les agents, pourtant venus nombreux à sa rencontre. Il a préféré visiter la Trésorerie de Châteauroux-ville, puis s'est rendu dans des secteurs d'assiette vides, le personnel au complet étant descendu à l'accueil. Visiblement contrarié d'avoir visité un décor de théâtre désert, il est retourné à la Trésorerie où il est resté jusqu'à 16 heures. Le fait que les agents préfèrent rester dans le hall plutôt que de remonter faire les figurants le temps de la visite du ministre dans leur service n'a pas été apprécié, M. RAMBAL en ayant été informé au cours de notre rencontre et nous ayant demandé de dire aux agents de remonter dans les services pour y discuter avec le ministre, menaçant même à un moment de suspendre la séance.

Il convient ici de rappeler que le DSF avait été prévenu de ce rassemblement la veille et que celui-ci s'est tenu dans la plus grande dignité, aucun débordement n'étant à déplorer de la part des personnels... On ne peut pas en dire autant d'un des directeurs, qui a jugé bon de passer dans les secteurs mercredi matin pour apostropher violemment les agents, leur reprochant d'avoir donné une mauvaise image de notre département, essayant de les culpabiliser en les accusant d'avoir causé du tort à leur chef de service et leur disant qu'ils se croyaient « à Disneyland » (sic !). Inutile de dire que nous serons très vigilants aux suites que la direction pourrait être tentée de donner à cette affaire et que nous sommes solidaires de nos collègues et de leur chef de service qui n'était absolument pas visé par le mouvement d'humeur des agents.

Si de nouveaux développements devaient intervenir, nous ne manquerons pas de vous tenir au courant.

Le bureau de section
SNUI INDRE